



L'emploi dans l'aménagement du territoire.


apecita
l'emploi agri, agro
& environnement



DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DES TERRITOIRES : construire demain dès aujourd'hui



Comment rendre nos territoires plus durables, plus attractifs et plus équitables ? C'est le défi quotidien des professionnels du développement et de l'aménagement des territoires.

Leur mission au quotidien : concevoir et mettre en œuvre des projets qui améliorent la vie des habitants tout en respectant l'environnement et en valorisant les ressources locales.

Alimentation de proximité, mobilité douce, transition énergétique, revitalisation des campagnes, dynamisation des villes... les chantiers sont diversifiés et passionnants.

Les carrières sont accessibles à travers une large palette de formations, jusqu'au master, et s'exercent dans des environnements variés : collectivités, associations, bureaux d'études, coopératives...

À travers ce cahier expert, nous vous proposons d'explorer cette filière en plein essor : ses débouchés, ses formations et ses opportunités. Vous y découvrirez aussi des témoignages de femmes et d'hommes qui, chaque jour, construisent des territoires vivants, solidaires et attractifs.

Alors si vous cherchez une carrière porteuse de sens, où vos compétences contribuent au bien commun pour faire face aux mutations profondes de notre société et participent à faire vivre et maintenir la vitalité des territoires, les métiers du développement et de l'aménagement des territoires sont faits pour vous

Pour plus d'informations et bénéficier de précieux conseils en matière d'orientation, de formation et/ou de recrutement, je vous invite à contacter la délégation Apecita la plus proche de chez vous.

**MYLÈNE GABARET,
DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L' APECITA**

« Grâce à l'Apecita, vous avez les outils nécessaires pour avancer. »

L'actualisation des informations est réalisée par les services de l'Apecita. Toutes les remarques ou informations nouvelles concernant ce document sont les bienvenues pour permettre d'améliorer les nouvelles éditions. Elles doivent être adressées à l'Apecita, 1 rue du Cardinal Mercier - 75000 Paris. Téléphone : 01 44 53 20 20. Email : apecita@apecita.com - Site interne : www.apecita.com - www.agrorientation.com. Publicité «Centres de formation» : service@apecita.com - 01 80 27 26 00. - Crédits photo : Apecita, Conseil départemental des Hauts-de-Seine, réseau des Civam, Lucie Poilane, Parc et Géoparc Normandie-Maine, iStock - Création : Agence s16ze.

Impression Socosprint Imprimeurs, route d'Archettes, 88000 Épinal. Origine géographique du papier : Suisse, taux de fibres recyclées : 55 %, certification des fibres utilisées : PEFC 100 %, indicateur environnemental : eutrophisation 0,013 kg/t.



LE TRI + FACILE



AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : des métiers au cœur des transitions

Quels sont les débouchés dans le secteur du développement et de l'aménagement du territoire ? Quelles sont les compétences recherchées par les recruteurs ? Quels seront les métiers de demain ? Autant de questions auxquelles répondent Anne Bonély et Laurence Gohmann de l'Apecita, conseillères RH et référentes « métiers dans l'aménagement du territoire ».

Nous entendons beaucoup parler de développement et d'aménagement territorial. De quoi s'agit-il exactement ?

Anne Bonély : Le terme est parfois flou, mais il désigne l'ensemble des actions collectives mises en place pour valoriser les ressources locales, améliorer la qualité de vie et renforcer l'attractivité d'un territoire. Cela recouvre des enjeux économiques, sociaux et environnementaux, avec un équilibre parfois difficile à trouver entre attractivité et durabilité.

Laurence Gohmann : Aujourd'hui, le développement territorial ne concerne pas seulement les campagnes mais aussi les espaces périurbains et urbains. La transition écologique, la revitalisation des centres-bourgs, le besoin de services de proximité, le développement des énergies renouvelables ou encore l'attractivité touristique sont au cœur de cette filière. Depuis la crise sanitaire et le développement du télétravail, nous observons un regain d'intérêt pour la ruralité et un « retour à la terre » qui renforce encore ces dynamiques.

Quels sont les principaux métiers de la filière ?

L. G. : Nous retrouvons bien sûr les métiers classiques d'agents de développement, de chargés de mission ou de coordinateurs de projets, apparus dans les années 1980 avec l'institutionnalisation des politiques de développement local. Mais aujourd'hui, la palette s'est élargie.

A. B. : Les débouchés sont nombreux :

- Aménagement et développement local : chargé de mission circuits courts, conseiller installation-transmission, coordinateur de projets de territoire, animateur de réseaux associatifs.
- Tourisme et patrimoine : gestionnaire d'hébergement touristique, conseiller « Bienvenue à la ferme » ou « Accueil paysan », animateur nature, responsable de projets de valorisation du patrimoine bâti ou naturel.
- Agriculture et environnement : conseiller agricole spécialisé en diversification ou en agroécologie, chargé de mission agro-environnement, animateur de projets d'énergies renouvelables.
- Économie et commerce : développement de magasins de producteurs, animation de labels territoriaux, appui à la création de commerces de proximité.
- Services aux personnes et aux entreprises : accompagnement à la création d'activités économiques, développement de services innovants en milieu rural.

L. G. : Nous voyons aussi émerger de nouveaux métiers liés à l'alimentation et à la transition écologique : chargés de mission

approvisionnement local en restauration collective, animateurs en circuits alimentaires de proximité, ou encore coordinateurs de projets de mobilité douce en territoire rural.

Quelles formations permettent d'y accéder ?

A. B. : L'offre est large, et s'adapte à des publics très variés. Du côté scolaire, on retrouve :

- BTSA DATR (Développement et animation des territoires ruraux)¹,
- licences professionnelles orientées agriculture durable, tourisme, développement local,
- masters en aménagement, développement rural, politiques publiques,
- écoles d'ingénieurs spécialisées en agronomie ou aménagement du territoire.

L. G. : Certains diplômes complémentaires ou certificats de spécialisation (comme le CS Tourisme Vert) répondent à des besoins spécifiques. Mais plus que le diplôme, ce sont les compétences acquises qui font la différence : savoir mener un diagnostic territorial, animer un collectif, gérer un budget, rechercher des financements (y compris européens), ou encore dialoguer avec des publics très divers.

Quelles compétences et qualités recherchent les recruteurs ?

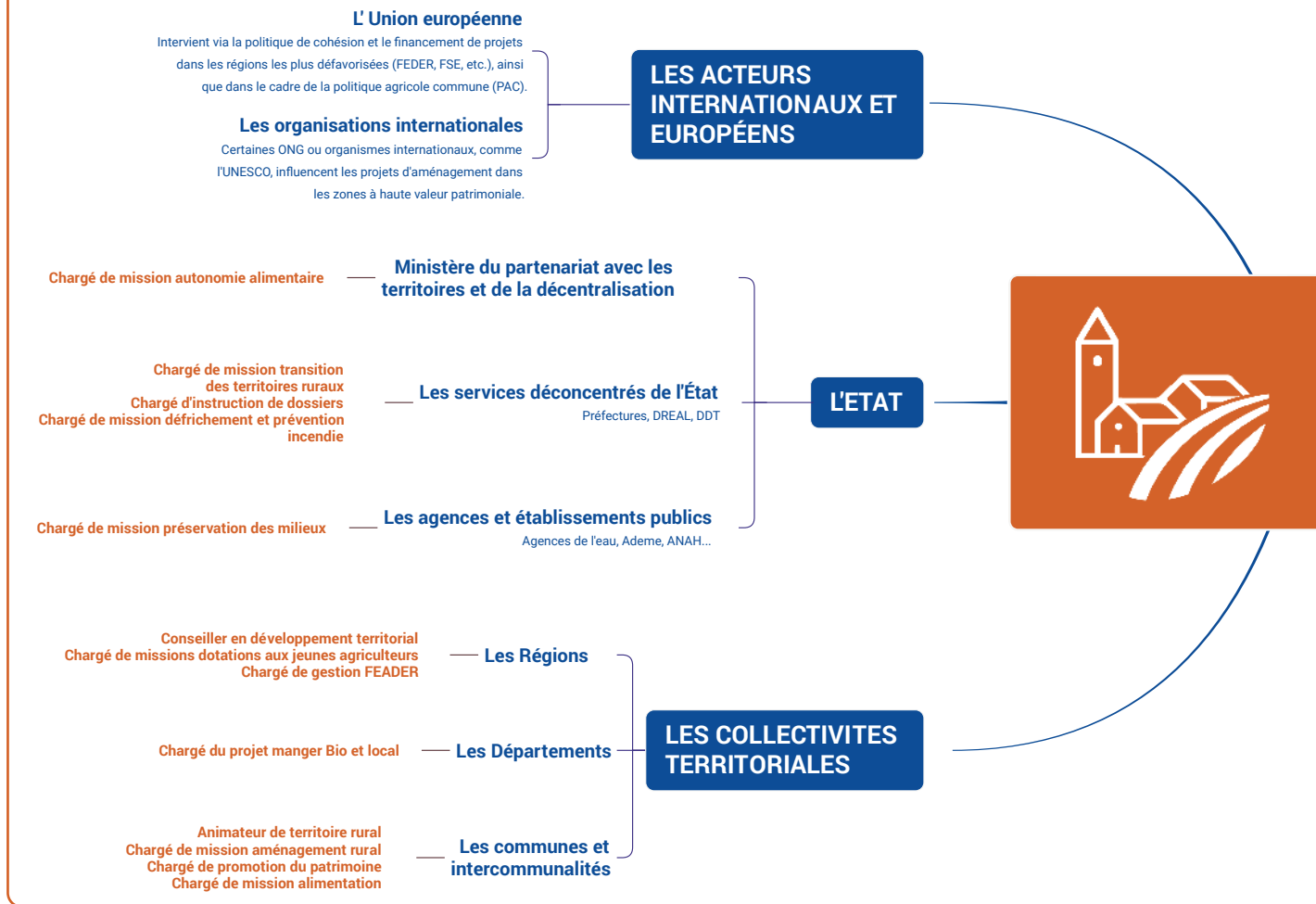
A. B. : Le cœur du métier, c'est la gestion de projet : diagnostic, concertation, animation, coordination, recherche de financements, suivi et évaluation. Les professionnels doivent être à l'aise avec la concertation être capables de fédérer des acteurs très différents comme les élus, les agriculteurs, les associations, les entreprises ou encore les habitants. Il faut, par exemple, être capable de co-concevoir un projet territorial d'énergie renouvelable avec des agriculteurs, des élus et des ingénieurs énergie.

L. G. : Les employeurs accordent autant d'importance aux savoir-être qu'aux compétences techniques. Les candidats doivent montrer une grande capacité d'adaptation, un sens du relationnel, de l'écoute, une disponibilité et une vraie motivation pour le territoire. L'esprit d'innovation et la créativité sont aussi des atouts clés. Il faut faire preuve d'un « sens du territoire ». Les solutions ne sont pas universelles : elles doivent s'ancre dans les réalités locales (ressources, culture, économie, acteurs).

(1) Depuis la rentrée 2025, ce BTSa est remplacé le BTSa Développement et animation de projets territoriaux.

RÉSEAU DES RÉFÉRENTS APECITA

Quels sont les métiers dans le secteur de l'aménagement du territoire ?



Comment se porte le marché de l'emploi ?

L. G. : En 2025, nous estimons à plus de 6 000 emplois ceux liés directement au développement territorial en France. Les employeurs sont multiples : collectivités territoriales, chambres d'agriculture, associations de développement, organismes d'appui technique, cabinets d'urbanisme, bureaux d'études spécialisés dans l'environnement ou l'énergie renouvelable, ONG...

A. B. : La demande est réelle, mais la concurrence entre candidats peut être forte, car de nombreux jeunes diplômés s'orientent vers ces métiers. Cela dit, les opportunités sont renforcées par les politiques publiques, en particulier les financements européens (programme LEADER, régionalisation, fonds FEDER) et les projets liés à la transition énergétique ou à l'économie circulaire.

Quelles sont les conditions de travail et les niveaux de salaire ?

A. B. : Les métiers du développement territorial impliquent souvent

des déplacements réguliers et une grande proximité avec le terrain. Il n'est pas rare que les professionnels vivent dans le territoire qu'ils accompagnent.

L. G. : Côté rémunération, tout dépend du statut et de l'expérience. Un chargé de mission dans une collectivité territoriale débute en général entre 1 900 et 2 400 € brut par mois, et peut évoluer vers 2 500 à 3 500 € brut avec de l'expérience. Dans le secteur associatif, les rémunérations sont souvent plus modestes, mais la richesse des missions compense. Un bémol est à noter, souvent les embauches sont dépendantes des subventions liées aux actions menées, donc les contrats peuvent être précaires...

Quelles perspectives pour l'avenir ?

A. B. : La transition écologique, la montée des préoccupations liées au climat et la recherche d'une alimentation plus durable vont continuer à créer des besoins. Les territoires auront de plus en plus besoin de professionnels capables de concilier attractivité économique, qualité de vie et respect de l'environnement.

ACTEURS ET MÉTIERS (F/H) DANS L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

LES ACTEURS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

- Chambres d'agriculture** — Conseiller installation transmission
Chargé de développement agritourisme
Conseiller territorial
- Les entreprises** — Chargé d'oenotourisme
- Safer** — Conseiller foncier
- les associations de protection de l'environnement** — Animateur
Coordinateur
Chargé de mission Natura 2000
- Les financeurs, Caisse de dépôt, banque des territoires, banques mutualistes, coopératives** — Chargé de développement en transition agricole
- Les associations de développement territorial, ADEAR, CIVAM, CUMA TRAME, CPIE ...** — Conseiller d'entreprise agricole
Animateur syndical
Ingénieur pastoraliste

LES OPÉRATEURS DE TRANSPORT ET D'INFRASTRUCTURES

- SNCF, RATP, Autoroutes, CNR, ...
- Les entreprises de télécommunications

LES INSTITUTIONS DE RECHERCHE ET LES URBANISTES

- Les bureaux d'études et cabinets d'urbanisme** — Chargé d'études en énergies renouvelables
- Les instituts de recherche** Comme l'INRAE, le CNRS ou les universités, qui participent à la réflexion et aux études d'impact sur les questions territoriales. — Animateur de programmes

Source : Apecita

L. G. : Demain, le développement territorial sera encore plus interconnecté : numérique, énergie, mobilité, santé... Les métiers exigeront des professionnels ouverts, capables de travailler en réseau, de croiser les disciplines et d'accompagner des mutations profondes. Ceux qui sauront combiner compétences techniques, relationnelles et capacité d'innovation auront de belles perspectives d'évolution.

Les territoires auront de plus en plus besoin de professionnels capables de concilier attractivité économique, qualité de vie et respect de l'environnement.

Contacts :



Anne Bonély
abonely@apecita.com



Laurence Gohmann
lgohmann@apecita.com



TERRITOIRES EN TRANSITION : comment les Chambres d'agriculture accompagnent les collectivités

De l'alimentation locale à l'agrivoltaïsme en passant par le foncier, les enjeux agricoles font pleinement partie des politiques d'aménagement du territoire. Jessica Thoni, chargée de missions collectivités et développement local à la Chambre d'agriculture de la Moselle, revient sur le rôle clé que jouent les Chambres d'agriculture pour aider les élus des territoires à conjuguer agriculture, environnement et développement local.

Comment les Chambres d'agriculture accompagnent-elles les collectivités sur les questions d'aménagement du territoire ?

Jessica Thoni : Notre rôle est d'aider les collectivités à intégrer les enjeux agricoles dans leurs projets de développement. Nous intervenons dès qu'elles ont des réflexions sur le foncier, l'alimentation, l'environnement, ou encore l'énergie. Concrètement, cela peut être l'élaboration d'un Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET), l'aménagement de zones agricoles protégées, ou le développement de circuits courts. Nous apportons une expertise territoriale, mais aussi un réseau, en mobilisant les bons interlocuteurs techniques pour transformer l'idée en projet.

Avez-vous des exemples concrets d'actions menées récemment ?

Oui, plusieurs. Je pense par exemple à un projet de filière légumes de plein champ en Moselle, porté par un besoin d'approvisionner les cantines des collèges. Il a fallu aller chercher une coopérative, rassurer les maraîchers en place, communiquer, et structurer l'offre et la demande. Même si le projet est aujourd'hui en pause, il a permis de poser des bases durables. Autre exemple : l'accompagnement d'un Plan Herbe sur le territoire de Sarrebourg. Ce dispositif vise à maintenir les prairies et les systèmes d'élevage ruminants, essentiels pour la biodiversité, le

stockage de carbone et l'économie locale. Nous travaillons aussi sur des projets d'agrivoltaïsme en réalisant des études préalables agricoles qui permettent notamment de mettre en place des mesures de compensation collective pour l'économie agricole et en veillant à éviter les dérives au niveau départemental.

Avec quels autres acteurs travaillez-vous dans ce cadre ?

Nous échangeons avec une multitude d'acteurs : Communautés de communes, métropole, Conseil départemental, DDT, DRAAF, SAFER, agences de l'eau, communes... Le réseau est essentiel. Sur certains sujets, je suis aussi en lien avec le Conservatoire des Espaces Naturels, les Parcs Naturels Régionaux. Ce travail d'intermédiation demande une bonne connaissance du territoire et des jeux d'acteurs.

Quelles sont les compétences nécessaires pour exercer ce métier ?

Il faut une solide culture territoriale et agricole, bien sûr, mais surtout des compétences en conduite de projet. Il est essentiel de savoir traduire des enjeux techniques en stratégies territoriales, d'identifier les bons leviers financiers, de piloter des équipes ou de coordonner des partenariats. C'est pourquoi ce type de poste est accessible à des niveaux ingénieur et master.



Notre rôle est de faire le lien, d'informer, d'ouvrir le dialogue.





***Nous échangeons avec une multitude d'acteurs : Communautés de communes, métropole, Conseil départemental, DDT, DRAAF, SAFER, agences de l'eau, communes...
Le réseau est essentiel.***



Cela dit, il n'est pas nécessaire de tout maîtriser dès le départ : on se forme en continu. Par exemple, je me suis récemment formée sur les enjeux fonciers, les mécanismes de compensation environnementale ou encore l'agrivoltaïsme. Ce sont des sujets qui évoluent vite. La capacité à monter en compétence rapidement est clé.

Et au-delà des compétences, quelles qualités personnelles sont requises ?

La curiosité et l'écoute. Il faut savoir tisser du lien, créer la confiance avec les élus, comprendre les postures parfois conflictuelles et toujours garder une posture d'ouverture. Il ne s'agit pas d'arriver en position de « sachant ». Il faut comprendre les besoins réels, et parfois désamorcer des tensions entre monde agricole et acteurs urbains.

Et puis il faut aimer le travail de réseau, la coordination, et faire preuve de pédagogie, sans jamais être condescendant. J'ai beaucoup appris en allant à la rencontre des gens, en posant des questions, en me formant sur le terrain.

Pensez-vous que les collectivités sont-elles de plus en plus sensibles aux enjeux agricoles ?

Globalement, oui. Il y a encore quelques années, l'agriculture pouvait être un angle mort dans les projets d'aménagement. Aujourd'hui, avec la montée des préoccupations environnementales, climatiques et alimentaires, les collectivités sont plus demandeuses. Certaines viennent spontanément vers nous pour développer une politique agricole. D'autres, au contraire, doivent encore être sensibilisées. Dans tous les cas, notre rôle est de faire le lien, d'informer, d'ouvrir le dialogue.

Quelles sont vos plus belles réussites depuis votre arrivée ?

Outre les projets déjà cités, je suis très fière d'avoir pris un rôle d'animation régionale à partir de 2022, en lien départements du Grand-Est. Cela m'a permis d'accompagner un élu régional au sein de la commission nationale Territoires de l'APCA, qui a notamment contribué à la Loi d'orientation agricole. C'est valorisant de se dire que, depuis la Moselle, on peut contribuer à faire évoluer les politiques publiques à l'échelle nationale !



Le parcours de Jessica Thoni

Originaire de Moselle et issue du monde agricole, Jessica Thoni suit un bac technologique STAV, puis une classe prépa avant d'intégrer l'école d'ingénieur AgroSup Dijon (aujourd'hui l'Institut Agro Dijon). C'est là qu'elle découvre sa vocation pour le développement des territoires, avec une dominante en aménagement des territoires.

Après un stage à Madagascar et un autre en Auvergne sur les politiques alimentaires locales, elle débute à la Chambre d'agriculture de Moselle sur un poste de conseillère en élevages, avant de prendre, en 2021, un poste nouvellement créé, spécifiquement dédié aux collectivités locales. Aujourd'hui, elle allie compétences techniques, sens stratégique et passion pour les enjeux territoriaux.



J'ai beaucoup appris en allant à la rencontre des gens, en posant des questions, en me formant sur le terrain.



FORMATION DIPLÔMANTE OU QUALIFIANTE : cap vers les métiers de l'aménagement du territoire

Études courtes ou longues, formation initiale ou continue : les métiers liés à l'aménagement du territoire offrent une large palette de formations pour les jeunes, les salariés ou les personnes en reconversion. Du terrain à la planification stratégique, chaque profil peut trouver sa voie. Anne-Claire Lefloch, chargée de mission Orientation à l'Apecita, dresse un panorama de l'offre de formation dans ce domaine aux enjeux croissants.

Urbanisation, transition écologique, mobilité, gestion des ressources : les défis territoriaux sont nombreux. Qu'ils travaillent pour des collectivités, des agences d'urbanisme, des bureaux d'études ou des structures de développement local, les professionnels de l'aménagement du territoire doivent conjuguer compétences techniques et vision globale. Ces métiers sont accessibles à partir du niveau Bac+2 jusqu'au niveau Master, voire diplôme d'ingénieur. C'est à partir du niveau Bac+2 que les débouchés se multiplient véritablement, en particulier avec des BTS très ciblés. C'est notamment le cas du BTSA Développement et animation de projets territoriaux¹ qui met l'accent sur le développement local, la concertation, et la valorisation des initiatives en milieu rural. Plus orienté vers la protection de l'environnement et l'éducation à la nature, le BTSA Gestion et protection de la nature, lui, prépare à des fonctions d'animation et de gestion dans les espaces naturels.

Des licences pro pour se spécialiser

Les étudiants peuvent ensuite compléter leur parcours par une licence professionnelle. Très ancrées dans le monde du travail, ces licences sont souvent proposées en alternance ou avec de longues périodes de stage. La licence professionnelle Aménagement du territoire et urbanisme, par exemple, forme des techniciens capables de contribuer à la mise en œuvre de politiques territoriales. D'autres se spécialisent dans la gestion des espaces naturels, l'urbanisme durable ou encore le développement local, en lien étroit avec les réalités du terrain.

Certains Bachelors Universitaires de Technologie (BUT) offrent également des débouchés intéressants. Le BUT Carrières sociales, avec un parcours Villes & Territoires Durables, axé sur le développement territorial, prépare à des fonctions d'animation ou de coordination dans les structures locales.



Master ou diplôme d'ingénieur : des diplômes recherchés

Pour les postes à responsabilité, notamment dans les collectivités ou les agences de développement, un diplôme de niveau Bac+5 est souvent requis. Les masters en Aménagement du territoire et urbanisme, proposés dans de nombreuses universités, permettent d'acquérir une vision globale des enjeux territoriaux, en croisant géographie, droit, sociologie, économie et outils numériques. D'autres masters se concentrent sur le développement durable des territoires ou la gestion intégrée de l'environnement. Les masters en géomatique ou systèmes d'information géographique (SIG) sont également recherchés notamment pour l'analyse spatiale, indispensable dans l'aménagement du territoire.

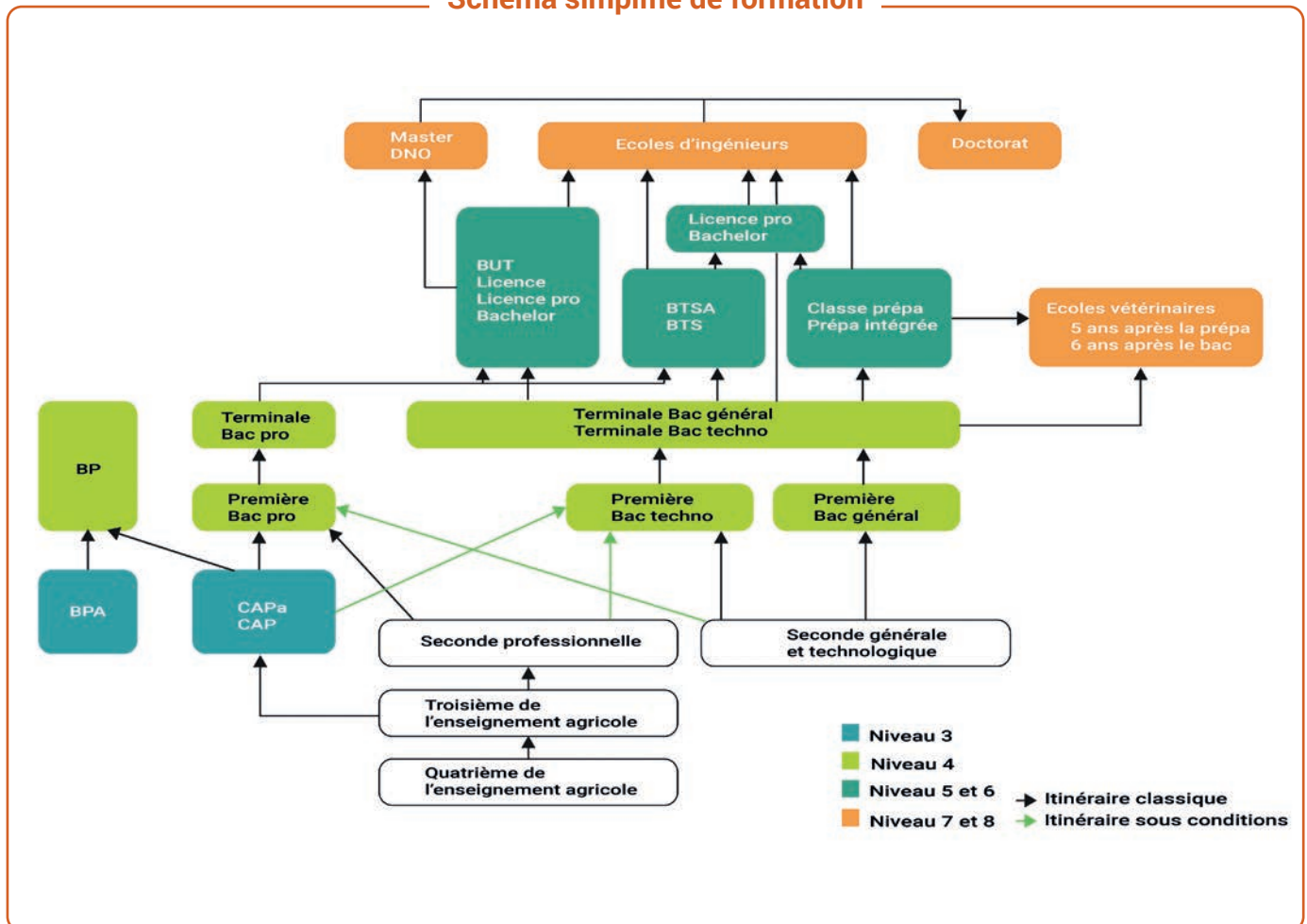
Les écoles d'ingénieurs agronomes proposent également des spécialités en développement rural, très recherchées dans les zones agricoles ou de montagne. L'approche systémique de ces formations en fait de bons tremplins pour accéder à des postes de chef de projet ou de consultant en ingénierie territoriale.

En parallèle, les formations spécialisantes permettent d'affiner ses compétences à tout moment du parcours. Qu'il s'agisse de maîtriser un logiciel SIG, d'apprendre à mener une concertation publique ou de conduire un projet de territoire, elles permettent aussi aux professionnels en poste d'évoluer ou de se reconverter. Nous pouvons par exemple citer le certificat de spécialité Développement agricole proposé par AgroParisTech ou le certificat de spécialisation Tourisme vert, accueil et animation en milieu rural.

La plupart de ces diplômes peuvent être préparés via la voie scolaire, l'apprentissage, la formation continue ou encore la VAE (validation des acquis de l'expérience). Pour s'orienter, rendez-vous sur www.agrororientation.com ou contactez directement les établissements.

(1) Depuis la rentrée 2025, ce BTSA remplace le BTSA DATR (Développement, Animation des Territoires Ruraux)

Schéma simplifié de formation





OFFRES D'EMPLOI

ASSOCIATIONS



BIOPOUSSES

Association qui favorise la sécurisation des installations agricoles bio via le test d'activité et réalise des expérimentations techniques en maraîchage

COORDINATEUR D'UNE ASSOCIATION ESPACE TEST AGRICOLE BIO ET DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL F/H - NORMANDIE

Missions : Développer et coordonner le projet associatif : animation de la gouvernance (CA, bureaux, AG), gestion RH (équipe 3 pers.), suivi administratif et financier (budget, financements). Représentation politique et relations partenaires. Pilotage de projets : lieu test agricole bio en pluriactivité avec le CD50, valorisation du site de Lingreville (production, locaux, vente), participation aux projets de territoire (PAT...).

Profil : Bonne connaissance du milieu agricole. Connaissance du fonctionnement associatif. Gestion de subventions et de budgets. Accompagnement et gestion de projet. Capacités d'analyse et d'initiative. Autonomie et organisation.

Conditions proposées : CDI à temps plein. Véhicule personnel. Salaire : de 35 à 39 K€ / an.



TRAME

Association qui accompagne les agriculteurs et les acteurs ruraux dans leurs transitions vers une agriculture plus durable et innovante

CHARGÉ DE MISSION TRANSITIONS ALIMENTAIRES DANS LES TERRITOIRES F/H NORD

Missions : Dans le cadre du projet Tralim (Transitions alimentaires dans les territoires), accompagner et professionnaliser les magasins de producteurs. Soutenir les collectifs. Animer des réunions et formations auprès d'agriculteurs et de conseillers. Renforcer et animer le réseau. Recruter des adhérents. Repérer et développer de nouvelles formes de commercialisation. Coordonner des actions de communication. Produire des bilans financiers. Créer des partenariats. Identifier des innovations et des appels à projets pertinents.

Profil : Bac+5 avec expérience en animation de groupe. Compétences en conduite et animation de projets. Capacité à impliquer des collectifs agricoles. Connaissance des politiques alimentaires territoriales, de leurs enjeux et des acteurs Appétence en matière de concertation et de dialogue territorial. Qualités : autonomie, curiosité, écoute, goût pour le travail en équipe, capacités d'analyse, d'initiatives et de représentation.

Conditions proposées : CDI (statut cadre) avec 3 mois de période d'essai. Rémunération selon compétences et expérience.



SIDAM

Organisme qui oeuvre pour l'accompagnement de projet visant à l'apport de plus-values économiques au profit des agriculteurs du territoire.

CHARGÉ DE PROJETS STRUCTURATION DES FILIERES LAINE, CUIR ET CARBONE F/H - PUY-DE-DOME

Missions : Coordonner une première phase d'émergence pour une structuration des filières laine, cuir et carbone. Recenser les ressources, compétences et initiatives. Fédérer les acteurs pour identifier les besoins et leviers nécessaires. Elaborer un plan d'action réaliste et chiffré pour structurer les filières laine et cuir, initier et coordonner une réflexion sur la valorisation carbone.

Profil : Master/Ingénieur en agronomie/développement agricole, connaissance du monde agricole et des enjeux de valeur ajoutée, intérêt pour l'élevage. Goût pour l'animation et les projets innovants et collaboratifs. Autonomie, capacité d'initiative, d'argumentation et de synthèse, tant à l'oral qu'à l'écrit.

Conditions proposées : CDD de 18 mois. Rémunération : de 30 à 34 K€, négociable selon profil.



IRQUALIM

L'Institut Régional de la Qualité Alimentaire d'Occitanie accompagne les agriculteurs et les entreprises agroalimentaires dans la valorisation de leurs savoir-faire et de leurs produits.

CHARGÉ DE PROJET/ANIMATEUR F/H HAUTE-GARONNE

Missions : Animer et développer une offre de services pour les membres. Apporter un appui à l'intégration d'exigences agroenvironnementales et sociales dans les filières. Participer à l'inventaire des produits traditionnels régionaux. Contribuer au développement des filières SIQO (Signe d'identification de la Qualité et de l'Origine en Occitanie).

Profil : Formation supérieure en agriculture/agroalimentaire. Bonne connaissance de ces secteurs et du développement durable. Expérience en animation souhaitée. Capacité à travailler en équipe et autonomie. Aisance relationnelle, rédactionnelle et orale. Maîtrise des outils informatiques et numériques.

Conditions proposées : CDI. Rémunération : de 30 à 34 K€.



ADASEA DU GERS

Association qui accompagne l'évolution des productions et des exploitations agricoles pour qu'elles participent au développement durable de l'espace rural.

CHARGÉ DE MISSION AGRICULTURE & TERRITOIRE F/H - GERS

Missions : Conduire des études préalables agricoles dans le cadre de la démarche ERC, et notamment dans le cadre de projets agri-photovoltaïques. Réaliser des suivis agronomiques et des diagnostics agricoles de documents d'urbanisme (enquêtes, analyses, cartographie). Participer à la mise en œuvre des MAEC (information individuelle des exploitants agricoles, diagnostics agroécologiques, appui au montage des dossiers).

Profil : Ingénieur agri/agro ou Master 2 aménagement rural/ou économie rurale. Compétences en agronomie et agriculture, en coordination et en collecte et analyse de données. Connaissance des logiques d'acteurs en milieu rural et des dispositifs d'aide européenne : PAC, MAEC... Qualités : autonomie, rigueur, esprit de synthèse, capacités rédactionnelles, curiosité, bon relationnel.

Conditions proposées : CDD 6 renouvelable. Rémunération : de 25 à 29 K€.



CAMPAGNES VIVANTES 82

Association dont l'objectif principal est de promouvoir la haie champêtre et l'arbre hors forêt dans le Tarn-et-Garonne.

CHARGÉ DE PROJETS COLLECTIVITÉS, ANIMATION TERRITORIALE ET SENSIBILISATION F/H - TARN-ET-GARONNE

Missions : Animer le territoire et représenter l'association au niveau départemental. Coordonner des projets transverses avec les collectivités. Développer des outils pédagogiques et des actions de sensibilisation sur l'arbre hors forêt. Participer aux actions transversales et déployer la stratégie de communication.

Profil : Bac +3 à Bac +5 dans l'animation ou en sciences humaines et sociales avec spécialisation (universitaire ou professionnelle) en lien avec les activités de l'association. Expérience en animation territoriale souhaitée. Connaissances en botanique et agronomie. Aptitude au travail collaboratif et partenarial. Très bonnes capacités d'expression écrite et orale. Maîtrise des outils de cartographie (QGIS).

Conditions proposées : CDI. Rémunération : de 25 à 29 K€.

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES



CONSEIL REGIONAL DE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Chargé de définir et mettre en œuvre la politique régionale dans des domaines essentiels pour le développement territorial, économique, social et culturel.

CHARGÉ DE MISSION ECONOMIE CIRCULAIRE - DÉCHETS F/H - BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Missions : Contribuer à la mise en œuvre de la feuille de route économie circulaire, aussi bien en interne qu'avec les partenaires extérieurs. Créer les conditions pour diffuser l'économie circulaire en région. Engager l'économie régionale dans la sobriété des ressources et la production de biens durables.

Profil : Connaissances techniques et expériences en conduite de projets dans le domaine de la gestion des déchets /économie circulaire. Aptitude à animer des groupes de travail et des réunions Faculté d'analyse et de synthèse. Capacités d'initiative. Aptitude à la communication ascendante et à la communication transversale.

Conditions proposées : CDD de 36 mois. Rémunération fonction de grille indiciaire de la Fonction Publique Territoriale : de 30 à 34 K€.



DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE

Au cœur de ce territoire à dominante rurale, il est le pivot d'une action politique cohérente (social, éducation, culture, environnement, voirie et aménagement...)

CHARGÉ DE DÉVELOPPEMENT LOCAL SPÉCIALITÉ AGRICULTURE F/H HAUTE-LOIRE

Missions : Piloter l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des dispositifs d'aides départementaux en faveur de l'agriculture. Accompagner les porteurs de projets (assistance administrative et financière). Rédiger les documents administratifs. Préparer et suivre les budgets. Représenter le Département auprès des partenaires agricoles et financiers. Piloter et animer des actions ponctuelles type diagnostics.

Profil : BAC+2 minimum en développement local, développement territorial, agriculture... (exemple : BTSA développement, animation des territoires ruraux). Bonnes connaissances du monde rural, de ses enjeux et de ses acteurs. Capacité à gérer les priorités. Qualités relationnelles.

Conditions proposées : CDD de 12 mois. Télétravail possible 2 jours par semaine. Rémunération : de 25 à 29 K€.



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PAYS DE CAYRES PRADELLES

Pour sa politique du développement.

CHARGÉ DE MISSION AMÉNAGEMENT RURAL ET ÉCONOMIE F/H HAUTE-LOIRE

Missions : Intervenir dans les domaines économique, aménagement rural, transition énergétique et écologique. Mener des actions économiques (constitution de réserves foncières - réhabilitations de friches - accompagnement des porteurs de projet). Gérer des dispositifs d'aide aux entreprises et l'Association Foncière Pastorale. Attribuer des subventions petit patrimoine. Suivre les dispositifs de financement spécifiques (Leader, Contrat Vert et Bleu, etc.).

Profil : Formation Bac +3 à Bac +5 en aménagement, gestion des territoires ou économie, avec dominante développement durable. Aptitudes à animer des réunions et à travailler en équipe et avec partenaires variés. Connaissance de l'environnement territorial. Esprit d'analyse et de synthèse. Qualités relationnelles et rédactionnelles. Débutant accepté.

Conditions proposées : CDD de 6 mois. Rémunération : de 20 à 24 K€.



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE L'ÎLE D'OLÉRON

Deuxième île métropolitaine par sa superficie, l'agriculture, ancrée dans le paysage naturel et socio-économique de l'île, y joue un rôle très important à l'année.

ANIMATEUR FONCIER AGRICOLE F/H CHARENTE-MARITIME

Missions : Mettre en œuvre le programme d'actions foncières : diagnostiquer les parcelles en abandon, réaliser des enquêtes parcellaires, accompagner et négocier avec les propriétaires, soutenir les professionnels agricoles, appuyer les communes dans les projets fonciers, gérer les dossiers administratifs, rédiger baux et compromis, piloter et suivre les chantiers de remise en état de friches agricoles.

Profil : Bac + 3 minimum avec une première expérience professionnelle dans les domaines de l'agriculture/l'environnement et/ou du foncier agricole et/ou du droit et de l'aménagement rural. Connaissance approfondie du foncier agricole et des acteurs ruraux. Connaissance en droit administratif et spécialisé. Qualités rédactionnelles. Sens du travail en équipe. Capacité de négociation et de médiation.

Conditions proposées : CDD de 3 ans à temps complet. Rémunération : de 20 à 24 K€ + primes.



SYNDICAT MIXTE BAIE DE SOMME

Organisme intercommunal qui intervient dans la préservation de l'environnement ainsi que dans le développement touristique et économique durable.

CHARGE DE MISSION MOBILITE DURABLE F/H SOMME

Missions : Assurer l'animation et le développement des projets de mobilité durable. Définir et mettre en œuvre un plan d'actions, affiner l'état des lieux de l'offre et de la demande. Constituer et animer un réseau d'acteurs. Mener des actions de sensibilisation. Proposer et organiser des animations locales. Participer au fonctionnement administratif et institutionnel.

Profil : Master 2 ou ingénieur en mobilité durable/transport, avec au moins 3 ans d'expérience en conduite de projets. Maîtrise du fonctionnement des collectivités et l'écosystème mobilité (Loi LOM, services mobilité). Compétences en animation. Capacité d'écoute, de pédagogie et d'adaptation auprès de différents publics (scolaires, élus, grand public) Compétences en gestion administrative.

Conditions proposées : CDI. Rémunération : de 25 à 29 K€.



PARC NATUREL REGIONAL DU MORVAN

Il a pour mission de protéger les patrimoines naturel et culturel, mais aussi d'accompagner son développement local

DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES F/H NIEVRE

Missions : Assister les instances décisionnelles. Organiser et piloter la mise en œuvre de la Charte avec les partenaires. Coordonner la communication institutionnelle. Mettre en place et suivre l'évaluation de l'activité du PNR. Organiser le fonctionnement du syndicat mixte et encadrer l'équipe. Gérer la Maison du Parc. Représenter le PNR auprès des partenaires institutionnels et territoriaux. Piloter des projets complexes ou stratégiques.

Profil : Bac +5 en développement local, environnement, ou aménagement du territoire. Très bonne expérience dans le management d'une équipe dans un souci de dynamique collective. Connaissances du fonctionnement et des enjeux des PNR.

Conditions proposées : Emploi fonctionnel.



OFFRES D'EMPLOI

ETAT / RECHERCHE PUBLIQUE



DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES LA DROME

Pour le service appui, transition écologique et mobilités

CHARGÉ D'ÉTUDES « FRICHE AGRICOLES » F/H DROME

Missions : Fiabiliser l'inventaire des friches agricoles au-delà des traitements SIG. Vérifier la bonne classification des friches agricoles par photo-interprétation. Organiser la vérification terrain par constatation directe ou en mobilisant les connaissances locales (agriculteurs, collectivités locales, etc.).

Profil : Connaissance en production agricole, SIG, photo-interprétation et bureautique. Compétences en gestion et suivi de dossiers. Goût pour le travail en équipe. Esprit d'initiative. Bonne expression écrite et orale. Autonome.

Conditions proposées : CDD de 2 mois – Rémunération : SMIC.



INRAE

Institut National de Recherche Agronomique et environnement

CHARGÉ D'ÉTUDE SUR L'ANALYSE DES DYNAMIQUES DE COORDINATION ENTRE ACTEURS IMPLIQUÉS DANS DES PAT F/H PUY-DE-DOME

Missions : Se documenter sur les PAT en AURA et contribuer à la typologie régionale. Sélectionner deux PAT de niveau 2, analyser leurs trajectoires, ressources, acteurs et controverses. Réaliser des entretiens exploratoires et sociométriques pour caractériser les acteurs, leurs liens et leurs positions. Étudier le rôle des PAT dans la coordination des acteurs, la structuration des systèmes alimentaires et l'accélération de la transition agricole et alimentaire

Profil : Formation souhaitée : Ingénieur agri/agro avec un intérêt marqué pour les sciences sociales ou Master en Sciences sociales. Expériences en entretiens semi-directifs et en conception de questionnaires. Connaissance et intérêt pour les problématiques liées aux dynamiques de reterritorialisation des systèmes alimentaires.

Conditions proposées : Stage de 6 mois. Rémunération : indemnité selon le barème en vigueur (550 à 600€ par mois).



DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE SEINE-ET-MARNE

Le Service Agriculture et Développement Rural est constitué de 2 unités : une en charge de la PAC et une autre en charge du contrôle des structures et de la préservation du foncier.

CHARGÉ DE MISSION RÉSILIENCE DES EXPLOITATIONS F/H SEINE-ET-MARNE

Missions : Identifier les pistes de diversification des exploitations agricoles et appuyer le développement de nouveaux débouchés. Assurer le suivi des filières d'élevage et des productions spécialisées. Coordonner les dispositifs de gestion des risques et des crises. Appuyer la mise en œuvre de la planification écologique et soutenir l'instruction des aides PAC en développant une expertise sur les dossiers complexes.

Profil : Ingénieur agronome ou BAC +5 en agronomie, ou économie agricole. Solides connaissances en agronomie et des enjeux agricoles. Appétence pour les sujets d'agro-environnement et d'économie agricole. Maîtrise des outils informatiques et de gestion. Connaissance des dispositifs de la PAC.

Conditions proposées : CDD de 36 mois. Télétravail possible. Rémunération : de 30 à 34 K€.



ASTREDHOR

Institut technique de l'horticulture

CHARGÉ DE MISSION AGRICULTURES URBAINES F/H BOUCHES-DU-RHONE

Missions : Réaliser des missions d'analyses de contexte, d'enquêtes de terrain, de bibliographie scientifique... Rédiger des rapports en anglais. Coordonner et co-animer des réunions en anglais. Valoriser les résultats. Participer aux expertises en agriculture urbaine : visites de sites, échanges avec les maîtrises d'ouvrage ou d'œuvre... Rédaction de rapports d'analyse incluant des éléments graphiques.

Profil : Bac+5 mini en aménagement du territoire et/ ou agronomie. Anglais courant : lu, parlé, écrit. Bonne capacité rédactionnelle (en anglais). Esprit de synthèse et d'analyse. Connaissances et expériences en agriculture urbaine appréciées. La maîtrise des outils graphiques serait un plus.

Conditions proposées : CDD de 6 mois, statut cadre, RTT. Télétravail partiel possible. Rémunération mensuelle : 2500 €.



DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE MAINE ET LOIRE

La DDT accompagne le développement et l'aménagement durables et promeut la transition écologique des territoires.

CHARGÉ DE MISSION - TRANSITION DES TERRITOIRES RURAUX F/H - MAINE-ET-LOIRE

Missions : Accompagner les collectivités dans leurs projets de développement rural durable en s'appuyant sur les outils méthodologiques et en orientant vers les dispositifs de soutien adaptés. Contribuer à améliorer le travail interne en créant des outils partagés, en appuyant la communication et en organisant des actions de sensibilisation et d'échanges pour les collectivités.

Profil : Disposer de compétences en droit de l'environnement et du développement durable. Savoir réaliser un diagnostic territorial et évaluer la mise en œuvre d'un projet.

Qualités attendues : faire preuve de rigueur et de précision, travailler en équipe, prendre des initiatives et être force de proposition.

Conditions proposées : CDD de 6 mois. Rémunération : de 2 200 à 3 000 € mensuel brut en fonction de l'expérience.



DRAAF PAYS DE LA LOIRE

Elle contribue à définir, mettre en œuvre et suivre les politiques nationales et communautaires de développement rural et de l'aménagement et du développement durable du territoire.

CHARGÉ DE MISSION « ACCOMPAGNER LES TERRITOIRES / MAEC » F/H LOIRE-ATLANTIQUE

Missions : Contribuer à faire évoluer les pratiques agricoles. Elaborer des appels à projets pour la mise en œuvre des MAEC. Accompagner les opérateurs de territoire dans leurs candidatures. Analyser les réponses sur les plans techniques et financiers. Synthétiser les résultats.

Profil : De formation agronome de préférence. Connaissances dans le fonctionnement des milieux naturels et du cycle de l'eau.

Conditions proposées : CDD de 6 mois. Rémunération mensuelle : de 1700 à 2000 €.

ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES AGRICOLES



SAFER GRAND EST

Société anonyme, sans but lucratif qui permet à tout porteur de projet viable – qu'il soit agricole, artisanal, de service, résidentiel ou environnemental – de s'installer en milieu rural.

CONSEILLER FONCIER F/H ARDENNES

Missions : Conduire, dans un secteur géographique déterminé, des opérations foncières, agricoles, rurales et environnementales (prospection, expertise, négociation acquisitions et rétrocessions, gestion temporaire...) en lien avec l'ensemble des acteurs du territoire (Etat, profession agricole, agriculteurs, notaires...), le tout avec l'appui d'un assistant opérationnel. Développer l'activité.

Profil : Bac+2 et/ou formation agricole. Bonne connaissance du milieu agricole, viticole et rural, ouvert au développement local et à l'aménagement du territoire. Capacités d'analyse juridique, comptable et fiscale. Fortes aptitudes relationnelles et de négociation. Capacité d'adaptation et de prospection. Aptitude au travail en équipe.

Conditions proposées : CDI (statut cadre), RTT, mutuelle prise en charge à 100%, véhicule de fonction, intéressement, prime annuelle de 8%. Rémunération selon convention collective et expérience.



SOLAAL SUD

Association reconnue d'intérêt général, qui facilite le lien entre les donateurs des filières agricole et alimentaire et les associations d'aide

CHARGÉ DE MISSION F/H - BOUCHES-DU-RHONE

Missions : Assurer la gestion des dons alimentaires (suivi administratif, contact des donateurs, organisation de la logistique...) Gérer le suivi administratif et financier de l'association. Animer et développer le réseau de donateurs. Développer les relations avec agriculteurs et associations. Créer des partenariats. Communiquer sur les actions et participer aux différents projets initiés par la FRSEA PACA selon les besoins.

Profil : Bac+2, à l'aise avec le fonctionnement entrepreneurial. Capacité à rechercher des financements. Première expérience professionnelle dans le secteur de l'économie sociale et solidaire, associatif, agricole ou logistique appréciée. Maîtrise des outils bureautique et des réseaux sociaux. Esprit d'équipe. Facilité de contact par téléphone. Qualités rédactionnelles. Goût pour les statistiques. Capacité à gérer simultanément plusieurs dossiers.

Conditions proposées : CDI - Rémunération selon expérience : de 20 à 24 K€.



LA COOPÉRATION AGRICOLE HAUTS-DE-FRANCE

Syndicat des entreprises coopératives de la région Hauts-de-France.

CHARGÉ DE MISSION BIOÉCONOMIE – ECONOMIE DÉCARBONÉE F/H HAUTS-DE-FRANCE

Missions : Contribuer l'offre de solutions décarbonées à l'économie des coopératives et à la création de la valeur sur les exploitations. Assurer la veille technique, réglementaire et économique. Représenter l'organisation auprès des institutions et partenaires. Animer le réseau des adhérents et des projets collectifs bioénergie et biomasse. Accompagner les coopératives dans leurs projets internes. Rechercher financements et des partenariats.

Profil : Solides connaissances générales sur les enjeux climatiques (atténuation et adaptation au changement climatique) du secteur agricole.

Conditions proposées : CDI. Rémunération : de 25 à 29 K€.



Mangeons local 66

Association qui fédère les acteurs de l'alimentation pour promouvoir les produits locaux et de qualité et soutenir une alimentation durable.

CONSEILLER CIRCUITS COURTS ET PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL F/H PYRENEES-ORIENTALES

Missions : Au sein du service « Alimentation et circuits de proximité », animer le Projet Alimentaire Territorial Mangeons local 66. Mettre en oeuvre une offre pédagogique de découverte de l'agriculture locale pour les jeunes publics. Accompagner les projets de circuits de proximité, auprès des agriculteurs et des collectivités et promouvoir le lien entre agriculteurs et société. Assurer une veille technique et réglementaire en lien avec les missions confiées.

Profil : Ingénieur agri/agro ou expérience dans un poste similaire. Bonne connaissance des problématiques agricoles, des circuits de proximité, du contexte institutionnel et réglementaire lié à l'alimentation et à la restauration collective. Compétences en conduite de projets, en animation et communication. Aisance relationnelle. Aptitude au travail en équipe et en réseau.

Conditions proposées : CDD de 12 mois. Possibilité de CDI dans la structure. Rémunération selon expérience et grille.



FNSEA

Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles, syndicat agricole français qui rassemble l'ensemble des productions de toutes les régions.

CHARGÉ DES POLITIQUES TERRITORIALES F/H PARIS

Missions : Au sein de la sous-direction « Structures et Territoires », assurer le suivi du développement rural (2ème pilier de la PAC) ainsi que du dossier ruralité et organisation territoriale. Suivre et analyser les politiques rurales nationales et européennes. Appuyer les élus et responsables professionnels. Représenter l'organisation auprès des institutions. Informer et apporter un appui juridique les antennes départementales et régionales. Animer des commissions et groupes de travail. Produire notes et documents de vulgarisation. Assurer la veille et l'information pour le réseau FNSEA.

Profil : Diplôme supérieur avec spécialisation droit ou développement du territoire, avec 3 ans d'expérience dans le domaine associatif/syndical. Capacité d'animation de groupe. Goût pour travail en équipe et en réseau. Aisance rédactionnelle. Maîtrise de l'anglais.

Conditions proposées : CDI. Statut cadre (forfait 210 jours). Télétravail possible jusqu'à 2 jours / semaine. Rémunération sur 13 mois selon profil et expérience.



CHAMBRE REGIONALE D'AGRICULTURE

Etablissement public qui représente les intérêts agricoles et ruraux du département et intervient auprès des agriculteurs et des territoires.

ANIMATEUR COMMERCE ET PROMOTION DES PRODUCTIONS AGRICOLES F/H HAUTE-VIENNE

Missions : Accompagner les agriculteurs dans la commercialisation. proposer des solutions marketing. Contribuer au développement de points de vente et à l'attractivité des productions agricoles auprès des consommateurs privés et des acteurs publics. Assurer la dynamique de communication des produits et des productions. Participer aux actions de promotion. Organiser et animer des journées de formation. Accompagner les producteurs dans les démarches réglementaires liées à la diversification de leur production.

Profil : Bac +2 minimum avec expérience dans le commerce, le marketing et/ou le développement d'entreprise. Connaissances du milieu agricole et/ou agro-alimentaire appréciées. Capacités confirmées d'animation. Maîtrise des processus de vente, de commercialisation et de marketing. Sens de l'accompagnement et de l'écoute. Appétence pour le développement de projets et la gestion d'événements.

Conditions proposées : CDI. Rémunération selon grille indiciaire.



ZOOM SUR LES ÉTABLISSEMENTS



Institut Agro Dijon

AGIR sur les territoires : une dominante pour penser l'agriculture autrement

L'Institut Agro Dijon propose une dominante de formation innovante : AGIR sur les territoires. Son ambition ? Former des ingénieurs agronomes capables de repenser les modèles agricoles en intégrant les enjeux sociaux, économiques et environnementaux des territoires.

À l'heure où les défis agricoles se conjuguent aux enjeux de durabilité, de résilience territoriale et d'adaptation climatique, l'Institut Agro Dijon mise, à travers sa dominante « AGIR sur les territoires », sur une approche singulière comme l'explique Marielle Berriet-Sollic, enseignante-chercheuse : « *L'agriculture ne peut plus être pensée seule. Elle doit dialoguer avec d'autres secteurs, d'autres logiques, et surtout avec les acteurs des territoires. Car les solutions aux crises agricoles se trouvent moins dans l'agriculture elle-même que dans sa capacité à s'insérer dans des dynamiques territoriales.* »

Sciences humaines et sociales au cœur du programme

Pour relever ce défi, la formation vient compléter le socle agronomique et technique des étudiants par des apports en sciences humaines et sociales, en partenariat étroit avec l'UMR CESAER (Inrae), référence nationale sur les questions d'aménagement du territoire et de développement durable. Les étudiants y explorent les politiques d'aménagement depuis l'après-guerre, analysent les controverses contemporaines dans les espaces ruraux, les jeux d'acteurs locaux, et travaillent sur les outils de diagnostic territorial – croisant données statistiques et enquêtes de terrain. « *Le secteur de l'aménagement est complexe. Nos ingénieurs doivent comprendre les logiques des différents acteurs et apprendre à travailler en collectif* » poursuit la coordinatrice de cette dominante. C'est pourquoi la formation



L'agriculture ne peut plus être pensée seule. Elle doit dialoguer avec d'autres secteurs, d'autres logiques, et surtout avec les acteurs des territoires.



favorise les échanges avec des partenaires très variés : chambres d'agriculture, syndicats, coopératives et autres groupements de producteurs, ONG comme Oxfam ou CCFD Terres Solidaires, associations comme Terres de Liens, Solidarité Paysans ou autres associations de l'économie sociale et solidaire, collectivités territoriales, agences de l'État ...

Des ingénieurs à l'interface entre science, politique et société

Cette vision transversale permet aux étudiants de se positionner à l'interface entre connaissances scientifiques, décisions politiques et dynamiques locales. Un rôle stratégique, qu'ils apprennent à endosser à travers des projets concrets et mises en situation. Un voyage d'études à Bruxelles vient élargir leurs perspectives : ils y découvrent la dimension européenne du développement rural, entre politiques agricoles communes et enjeux géopolitiques. Une manière de relier le local au global et de comprendre les leviers d'action à différentes échelles.

Prise de risque, esprit critique et innovation

L'un des objectifs affichés est clair : former des ingénieurs capables de « penser autrement ». Pour cela, les étudiants sont encouragés à prendre des risques, à sortir des sentiers battus, et surtout à développer leur esprit critique. Cette posture est essentielle pour envisager des formes renouvelées de développement rural, durables et inclusives. Après leur formation, les diplômés peuvent occuper des fonctions variées : conseiller agricole, chargé de mission en développement rural, coordinateur de projet collectif, responsable d'aménagement territorial... Autant de métiers où les compétences transversales acquises trouvent leur pleine expression. Proposée aussi bien en formation initiale scolaire qu'en contrat de professionnalisation, la dominante AGIR permet également de suivre le Master 2 Alter. Elle offre ainsi une ouverture vers la recherche pour ceux qui souhaitent poursuivre en thèse.



Les étudiants de la dominante AGIR échangent avec des membres de l'association Economie Solidarité Partage à Tournus.



BTSA DATR : une formation pour ceux qui veulent faire bouger les territoires

Proposé depuis 25 ans au LEGTA d'Auch, le BTSA Développement et Animation des Territoires Ruraux forme des jeunes à l'action locale, à la conduite de projets et à l'accompagnement des dynamiques humaines. Loin du seul monde agricole, cette formation polyvalente et ancrée dans le terrain ouvre la voie à une large palette de métiers et de poursuites d'études.



En début de première année, les étudiants sont amenés à réfléchir à leur perception d'un paysage, en le schématisant.



C'est une formation profondément connectée à la réalité des territoires.



« Le BTSA DATR « Développement et animation des territoires ruraux » est certes un BTS agricole, mais nous ne formons pas de techniciens agricoles, introduit Franck Fouillet, enseignant au LEGTA d'Auch, établissement gersois qui propose ce diplôme depuis 25 ans. Il se distingue par son orientation vers le développement local, l'animation de projets de territoire et la valorisation des dynamiques humaines. C'est une formation profondément connectée à la réalité des territoires. »

Qu'ils viennent d'un bac pro Services à la personne ou gestion des milieux naturels et de la faune, d'un bac techno STAV ou de filières plus orientées commerce et accueil, les étudiants trouvent ici un espace d'apprentissage qui mise autant sur les compétences techniques que sur le développement personnel.

Un socle pluridisciplinaire tourné vers le terrain

Quatre grandes disciplines structurent le parcours : l'informatique (cartographie, site internet, gestion et analyse de données), les sciences économiques et sociales, pour comprendre les enjeux du développement local, la géographie, ancrée dans l'observation des dynamiques territoriales et l'éducation socioculturelle, véritable fil rouge du travail de terrain et de la conduite de projet.

Les étudiants apprennent à mener des enquêtes, à interviewer des habitants, à construire des diagnostics de territoire. Le travail en groupe est central car chaque projet mobilise des partenaires extérieurs — collectivités, associations, parcs naturels... — autour de problématiques concrètes.

Et pour que la théorie s'articule avec l'action, douze semaines de stage viennent compléter la formation, autour de projets divers et variés. Par exemple : valoriser un sentier de randonnée en organisant une série d'animations autour des produits du terroir en partenariat avec des producteurs locaux ou encore mettre en place un concours photographique auprès d'un public adolescent en proposant un accompagnement, afin de créer du lien social entre les participants et témoigner de leur territoire.

Une formation ouverte, pour des parcours multiples

Le BTSA DATR mène à une pluralité de métiers : animateur territorial, coordinateur de projets, assistant parlementaire, directeur de centre aéré... Mais aussi à des poursuites d'études très diverses : licences pros en développement territorial, médiation touristique ou patrimoine, en coopération internationale... « Même ceux qui ne travaillent plus dans le secteur nous disent que ce qu'ils ont appris ici leur sert toujours » ajoute Franck Fouillet.

À la rentrée 2025, le BTSA DATR est devenu BTSA Développement et Animation de Projets Territoriaux. Une évolution qui, loin de gommer son identité, permet d'ouvrir la formation à d'autres types de territoires, pas seulement ruraux. Une manière de mieux coller à la diversité des projets de stage et des débouchés, tout en conservant une forte sensibilité à la ruralité — indispensable dans un département comme le Gers.



Université de Limoges

Un cursus pour allier passion du patrimoine et action territoriale

À Limoges, l'Université propose une licence 3 et un master Valorisation du patrimoine et développement territorial à travers un cursus cohérent, professionnalisant et ancré dans les réalités rurales. Une filière idéale pour celles et ceux qui souhaitent conjuguer passion pour le patrimoine et engagement dans le développement des territoires

Depuis bientôt 30 ans, l'Université de Limoges dispense une licence 3 Valorisation du patrimoine et développement territorial. Elle constitue la première année d'un cursus intégré sur trois ans, menant jusqu'au Master 2. « *Les étudiants qui valident leur L3 sont automatiquement admis en Master 1, ce qui sécurise leur parcours à un moment où l'accès aux masters peut être très tendu* », souligne Julien Dellier, responsable de la formation.

Cette L3 est ouverte aux titulaires de L2 en géographie, histoire, sociologie ou d'un BTS (notamment les BTS DATR ou Gestion et Protection de la Nature), mais aussi à des profils en reconversion. L'année de L3 joue alors le rôle de socle commun, renforçant les compétences méthodologiques : travail universitaire, recherche bibliographique, enquête de terrain...

Un cursus ancré dans les territoires

La particularité de cette formation ? Son implantation sur deux sites : à Limoges (cours académiques à l'université) et à Ahun au sein d'un lycée agricole creusois. Deux tiers du temps se passent à Limoges, un tiers à Ahun, où les étudiants sont logés gratuitement par la formation, dans des appartements. Ce double ancrage offre une forte immersion dans la ruralité et permet un lien privilégié avec les acteurs du territoire creusois.

Le contenu pédagogique articule apports théoriques et applications concrètes. À partir de la L3, les étudiants travaillent sur des projets en réponse à des commandes réelles (collectivités, associations, parcs naturels, etc.) : inventaires patrimoniaux, diagnostics de territoire, propositions de valorisation touristique ou culturelle.



Les étudiants de l'Université de Limoges en mode projet.

Les sujets abordés sont variés : ils vont du patrimoine géologique, en passant par le patrimoine bâti ou encore la médiation auprès de publics empêchés. Proposée aussi bien en formation initiale scolaire qu'en contrat de professionnalisation, la dominante AGIR permet également de suivre le Master 2 Alter. Elle offre ainsi une ouverture vers la recherche pour ceux qui souhaitent poursuivre en thèse.



Les étudiants construisent une coloration personnelle à travers leurs stages : certains partent à l'étranger, d'autres restent deux ans dans la même structure.



Une forte professionnalisation

Autre atout : une équipe pédagogique mixte composée à 50 % d'enseignants-chercheurs et à 50 % de professionnels (tourisme, urbanisme, patrimoine). Ce dialogue constant entre savoir académique et réalité du terrain se traduit également dans la possibilité de suivre la formation par alternance, et surtout par des stages obligatoires chaque année : 6 à 7 semaines en L3, un semestre complet en M2.

Ce dernier stage, souvent déterminant, débouche parfois sur un premier emploi. « *Les étudiants construisent une coloration personnelle à travers leurs stages : certains partent à l'étranger, d'autres restent deux ans dans la même structure* » explique Julien Dellier.

Les métiers visés sont nombreux : chargé de mission patrimoine ou culture en collectivité, animateur de territoire, médiateur culturel, agent de valorisation dans un parc naturel, chargé de projet dans une association locale, ou encore consultant dans l'ingénierie territoriale.



PARCOURS DE CLAIRE MARMISSE : Une carrière dédiée au développement rural et territorial

Restée fidèle à ses racines rurales, Claire Marmisse a construit un parcours professionnel riche, où chaque expérience fait écho à une même vocation : développer, structurer et animer les territoires au service de celles et ceux qui les font vivre.



**Ce qui compte,
c'est la curiosité
et l'envie de créer
du lien.**



« J'ai toujours su que je voulais rester vivre en milieu rural » confie Claire Marmisse. Fille d'agriculteurs, elle a fait de cette conviction un fil rouge, au point de bâtir une carrière entière dédiée à l'aménagement du territoire, au service des campagnes et de leurs habitants.

Tout commence après son Bac ES lorsqu'elle se tourne vers un BTS « Services en Espace Rural » (aujourd'hui DATR - Développement et animation des territoires ruraux¹) en apprentissage, une formation qui l'attire par son ancrage concret dans le développement local. Elle y découvre les bases de l'ingénierie de projet : diagnostics de territoire, animation de réunions, recherche de financements. « À 20 ans, on présentait déjà des projets devant des élus, on montait des dossiers, on apprenait la gestion de réunion et la prise de parole en public », raconte-t-elle.

Forte de cette première expérience, elle poursuit par une licence professionnelle en aménagement du territoire et urbanisme à l'université de Grenoble.

Un parcours diversifié mais toujours lié au territoire

Sa carrière débute dans le tourisme et le développement local : office de tourisme intercommunal, pays de Figeac, communautés de communes... Elle y enchaîne les missions de terrain : création de topo-guides de randonnée, politiques petite enfance, aménagements sportifs, démarches de prospective territoriale. Très vite, elle se voit confier des responsabilités de direction. Mais la réalité des contrats précaires et les contraintes politiques la poussent à bifurquer. En 2015, elle rejoint Groupama en tant que chargée d'affaires agricoles. Un virage qui lui permet de mettre à profit ses compétences de diagnostic et d'accompagnement au service des exploitants.

« J'ai vécu cette expérience comme un véritable appui aux exploitants, en réalisant des audits et en aidant à définir une stratégie adaptée face aux

risques, comme j'avais pu le faire auparavant à l'échelle d'un territoire » explique-t-elle.

Depuis, elle a intégré Cerfrance, où elle accompagne les dirigeants agricoles dans leur gestion et leur stratégie économiques, financières, juridiques et patrimoniales, tout en préparant un diplôme de conseiller en gestion de patrimoine à l'Aurep de Clermont-Ferrand, pour compléter son expertise.

Une passion pour la gestion de projet et le collectif

Au-delà des structures qu'elle a intégrées, Claire Marmisse a toujours gardé un pied dans le développement local par ses projets personnels. Installée agricultrice, elle a contribué à créer ou relancer des filières autour de la bourrache, châtaigne, du chanvre ou du blé panifiable, en s'appuyant sur des collectifs d'agriculteurs. Son fil conducteur ? « Monter des projets, créer du réseau, fédérer des acteurs autour d'une idée commune », résume-t-elle.

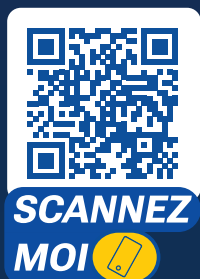
Curiosité, relationnel et ancrage rural : ses moteurs au quotidien

Pour Claire Marmisse, réussir dans l'aménagement du territoire ne repose pas uniquement sur des connaissances techniques. « Ce qui compte, c'est la curiosité, l'envie de créer du lien et une aisance relationnelle », souligne-t-elle. Des qualités qui lui ont permis de s'adapter, de se réinventer et d'explorer des univers très différents, tout en restant fidèle à un même engagement : contribuer à la vitalité des territoires ruraux.

(1) BTSA Développement et animation de projets territoriaux depuis la rentrée scolaire 2025 (session d'examens 2027)

apecita
média

La 1^{ère} plateforme dédiée à l'emploi & à la formation dans les métiers d'avenir.



Interviews, fiches métiers, actualités RH, et plus encore : retrouvez toutes nos informations dédiées aux filières de l'agri, de l'agro et de l'environnement.



ZOOM SUR 3 ENTREPRISES



CD92

Le Département des Hauts-de-Seine : des métiers au service de l'intérêt général

Au-delà de ses missions sociales bien connues, le Département des Hauts-de-Seine mène une action de fond dans le domaine de l'aménagement du territoire. Pour porter ces projets d'envergure, il recrute chaque année plusieurs centaines de professionnels aux compétences techniques pointues, mais aussi dotés d'un vrai sens du service public. Un terrain d'apprentissage et d'évolution souvent méconnu... mais riche en opportunités.

Le Département des Hauts-de-Seine, situé dans la petite couronne parisienne, est souvent identifié pour son rôle dans le champ social (protection de l'enfance, handicap, insertion, RSA...). Pourtant, « Près de la moitié de notre activité concerne d'autres domaines, notamment ceux liés à l'aménagement du territoire », souligne Alice Karpov, cheffe du service Emploi et Compétences.

Les équipes départementales interviennent sur des champs très vastes : habitat, construction et entretien des bâtiments publics (comme les 98 collèges du territoire), infrastructures sportives et culturelles, aménagement des berges de Seine, gestion des parcs, ou encore mobilité (tramways, plan vélo, routes départementales, ouvrages d'art). Autant de secteurs où des profils techniques sont nécessaires : urbanistes, ingénieurs, paysagistes, éco-concepteurs, spécialistes de l'assainissement, experts en rénovation énergétique...

Avoir le sens du service public

Avec près de 4 700 agents permanents et 700 à 800 recrutements par an, le Département offre de nombreuses portes d'entrée, en particulier pour les jeunes diplômés. Les postes sont accessibles

via concours, mais aussi en tant que contractuel (contrat de 1 à 3 ans, renouvelable, ouvrant souvent sur un CDI). Le Département accueille également de nombreux stagiaires de fin d'études et apprentis – environ une trentaine chaque année – pour lesquels il constitue un terrain d'apprentissage privilégié, souvent méconnu des étudiants.

Si les compétences techniques sont indispensables, « c'est le sens du service public et de l'intérêt général qui fait la différence », insiste Alice Karpov. Curiosité, sens de l'écoute, responsabilité et capacité à travailler pour le bien commun sont des qualités particulièrement recherchées. « Ce ne sont pas toujours des éléments mis en avant par les candidats, pourtant ils sont essentiels pour nous. »

Par ailleurs, l'ampleur des projets offre une expérience unique que peu d'acteurs privés peuvent égaler.

Une politique RH tournée vers l'évolution et la formation

« Travailler pour le Département des Hauts-de-Seine, c'est aussi bénéficier d'un véritable parcours professionnel » complète Alice Karpov. Des formations continues sont proposées à toutes les étapes de la carrière, une cellule de conseillers en évolution professionnelle accompagne les mobilités internes, et une université du management soutient l'encadrement et les futures vocations managériales.

Le Département fait régulièrement appel à l'Apecita pour toucher des profils ciblés, notamment dans le domaine de la nature, du paysage ou du développement territorial. Des métiers comme chargé de travaux paysagers, responsable technique de parc, ou responsable du patrimoine arboré sont en tension. « Ce sont des profils spécifiques, parfois difficiles à capter via nos canaux habituels, confie la cheffe du service Emploi et Compétences. Nous nous appuyons donc sur l'Apecita pour cibler les meilleurs profils. »



L'aménagement des berges de Seine fait partie des grands projets du conseil département des Hauts-de-Seine.



Civam

Réseau des CIVAM : des métiers engagés pour une agriculture durable et collective

Le réseau des CIVAM forme, depuis plus de 60 ans, un maillage unique au service de l'agroécologie et du développement rural. De l'animation de terrain à la coordination nationale, les métiers y sont variés, porteurs de sens et ouverts aux jeunes diplômés désireux de s'engager pour des pratiques agricoles durables et collectives.



Au cœur de l'action locale, l'animateur de Civam accompagne les collectifs d'adhérents dans la co-construction de projets.

« **Chaque CIVAM est avant tout un collectif d'agriculteurs et d'agricultrices qui expérimentent et diffusent des pratiques agroécologiques adaptées à leur contexte local.** »

Avec près de 140 groupes locaux répartis sur tout le territoire, environ 8 000 adhérents et plus de 250 salariés, le réseau des CIVAM (Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural) repose sur une organisation à trois niveaux : local, régional et national. « *Chaque CIVAM est avant tout un collectif d'agriculteurs et d'agricultrices qui expérimentent et diffusent des pratiques agroécologiques adaptées à leur contexte local. Élevage, grandes cultures, maraîchage... toutes les filières sont représentées, avec parfois des spécificités territoriales fortes, comme l'agroforesterie.* » Nicolas Verzotti, Président du réseau, paysan-maraîcher en agroforesterie dans le Vaucluse.

Des métiers à la croisée de l'animation, du développement et de l'ingénierie de projet

Au cœur de l'action locale : l'animateur qui accompagne les collectifs d'adhérents dans la co-construction de projets. « *Ici, pas de posture de conseiller prescripteur, mais une capacité à faire émerger les solutions du terrain*, insiste Prunelle Besson, directrice du réseau. *Compétences en animation, en gestion de projet et en recherche de financement sont indispensables.* »

Ce métier, accessible par exemple pour de jeunes ingénieurs agro, requiert une écoute active, une grande capacité de médiation et une appétence pour le travail en réseau. Le poste peut aussi inclure la gestion administrative d'une structure associative locale.

Au niveau régional, on retrouve, en plus du métier d'animateur, des coordinateurs de fédérations qui assurent le pilotage stratégique et financier, l'animation des partenariats institutionnels et le soutien

aux groupes locaux. Ici, les profils sont plus expérimentés, souvent issus de formations supérieures en agronomie ou sciences politiques. On y trouve aussi des postes supports ainsi que le métier de directeur.

Au national, l'équipe est exclusivement composée de coordinateurs de projet, de responsables de vie associative ou de formation. Ces postes exigent une bonne expertise en gestion de réseau, en ingénierie de projet, et souvent une expérience significative dans le secteur associatif. Un pôle administratif complète l'équipe nationale, avec des profils Bac +2 en secrétariat et comptabilité, illustrant la diversité des fonctions nécessaires au bon fonctionnement du réseau.

Un tremplin pour les jeunes diplômés

Les CIVAM sont également très engagés dans la formation des jeunes professionnels : chaque année, de nombreux stages sont proposés, notamment dans le cadre de projets de recherche-action. L'alternance se développe également pour permettre aux futurs animateurs de se former au plus près du terrain.

« *Travailler dans un CIVAM, c'est faire le choix d'un métier qui fait écho aux préoccupations de notre temps : alimentation durable, résilience climatique, égalité femmes-hommes en milieu rural, renouvellement des générations...* conclut Nicolas Verzotti. *C'est aussi intégrer une structure reconnue, en dialogue permanent avec les institutions, les collectivités, la recherche, et des partenaires variés comme l'INRAE ou Greenpeace.* »



Le Parc naturel régional et Géoparc Normandie-Maine : 50 ans d'aménagement durable au service du territoire

À cheval sur deux régions (Normandie et Pays de la Loire) et quatre départements (l'Orne, la Manche, la Mayenne et la Sarthe), le Parc naturel régional et Géoparc mondial UNESCO Normandie-Maine couvre 250 000 hectares et regroupe 136 communes rurales. Il fête en 2025 ses cinquante ans d'existence. Rencontre avec Thomas Biéro, son directeur, pour comprendre le rôle de cette structure dans l'aménagement du territoire et les profils qui y œuvrent au quotidien.

Créés à la fin des années 1960, les parcs naturels régionaux (PNR) sont des territoires ruraux organisés autour d'un projet de développement durable. Chaque parc s'appuie sur une charte concertée, élaborée avec les collectivités locales, les partenaires institutionnels et les services de l'État. L'adhésion à cette charte est volontaire : elle engage les collectivités dans une démarche transversale mêlant environnement, aménagement, culture et économie.

Le PNR Normandie-Maine s'inscrit dans cette logique : « Notre territoire, encore fortement bocager, avec des massifs forestiers et de nombreux cours d'eau, repose sur un équilibre entre ses ressources naturelles, ses paysages et ses habitants. L'objectif est d'y développer une économie durable, qui exploite ses atouts en les renforçant. » souligne son directeur, Thomas Biéro.

Cinq missions imbriquées, dont l'aménagement du territoire

La mission d'aménagement du territoire est au cœur de l'action du parc, aux côtés de la protection du patrimoine naturel et culturel, du développement économique, de l'accueil du public et de l'expérimentation.

Dans les faits, cela se traduit par plusieurs actions : accompagnement des collectivités dans la révision de leurs documents d'urbanisme (SCOT, PLUi), appui aux projets d'énergies renouvelables dans un souci d'intégration paysagère et sociale, revitalisation des centres-bourgs, réhabilitation de friches...



Préfiguration du réaménagement d'une cour d'école - Houterive (61)

Le parc développe aussi des outils pratiques comme le guide « (A)ménager le territoire », diffusé à ses 150 collectivités partenaires, pour traduire les grandes orientations de la Charte en actions opérationnelles.

37 agents au service du territoire

Sous l'autorité des élus, l'équipe technique du PNR Normandie-Maine est structurée en quatre pôles : médiation, biodiversité-géodiversité, aménagement et développement local, et secrétariat général. Le pôle aménagement compte six chargés de mission dédiés à l'urbanisme, à la revitalisation des bourgs ruraux, aux énergies renouvelables ou encore au bocage.

Les profils sont variés : urbanistes, architectes, ingénieurs agronomes, spécialistes de l'énergie ou des paysages. « Nous avons besoin de personnes capables de travailler à la croisée de plusieurs enjeux : techniques, environnementaux, sociaux, et toujours en concertation avec les élus et les habitants », précise Thomas Biéro.

Au-delà des compétences techniques, les qualités relationnelles sont essentielles. Capacité d'écoute, sens de la concertation, aptitude à traduire des enjeux complexes de façon opérationnelle : les agents du parc doivent faire preuve de diplomatie, de pédagogie et d'adaptabilité.

« Il faut savoir faire le lien entre des visions parfois opposées du territoire, articuler expertise et ouverture d'esprit, pour construire des projets acceptés localement », résume le directeur.



Il faut savoir faire le lien entre des visions parfois opposées du territoire, articuler expertise et ouverture d'esprit, pour construire des projets acceptés localement.



Thomas Biéro - directeur du Parc naturel régional et Géoparc mondial UNESCO Normandie-Maine



**SERVICES
APECITA**

Des services et des conseils AUX CANDIDATS ET AUX RECRUTEURS

L'objectif principal de l'Apecita est de favoriser la rencontre entre employeurs et personnes à la recherche d'un emploi. À cette fin, l'association, d'une part, accompagne les entreprises dans leur recrutement et, d'autre part, conseille et oriente les candidats. Gros plan sur les services proposés.

Entre autres services, l'Apecita propose aux employeurs un accompagnement sur mesure, qui varie en fonction des besoins de l'entreprise et des spécificités de chaque délégation. Cette prestation comprend tout d'abord la définition des postes à pourvoir : les conseillers de l'Apecita collectent les besoins de l'entreprise, le contexte et le périmètre des postes, ainsi que les missions confiées aux futurs collaborateurs. Ces informations sont recueillies soit lors d'un premier contact téléphonique, soit, le plus souvent, à l'occasion d'un entretien physique avec l'employeur.

« Cette étape est primordiale pour poser les bases d'un accompagnement réussi. Dans certains cas, nous pouvons aider l'entreprise à définir plus clairement ses besoins grâce à nos questionnaires tels que "Talent" ou "Priorités du poste" » confie Gaëlle Mas, chargée de communication à l'Apecita.

Accompagnement et service à la carte pour les recruteurs

Ce service à la carte contient la diffusion des offres d'emploi sur les supports les plus adaptés, dont

les deux sites de l'Apecita, www.apecita.com et www.reseau-tee.net, spécialement dédié aux métiers de l'environnement. L'accompagnement propose aussi une sélection et un tri des candidatures reçues. Les conseillers de l'Apecita étudient chaque demande et présentent à l'entreprise les personnes réunissant les compétences, les qualités et les motivations répondant le plus à ses besoins. Autre service délivré : la préqualification. Un premier contact, souvent téléphonique, permet à l'Apecita de vérifier certains points précis avant une analyse plus approfondie de la candidature. Enfin, une participation aux entretiens de recrutement est prévue. « Nous mettons en œuvre des processus sur mesure de recrutement et d'évaluation des compétences, explique Gaëlle Mas, avec, par exemple, des mises en situation représentatives des missions principales des postes à pourvoir. Nous pouvons aussi nous appuyer sur des tests de personnalité : "Talent", "Sosie"... Enfin, nous aidons les entreprises dans leur gestion d'équipe, notamment une fois la nouvelle recrue intégrée. »

En 2024, l'Apecita propose une nouvelle prestation de sourcing. Face à la pénurie de profils sur le marché de l'emploi, ce service permet non seulement d'accélérer les recrutements, mais aussi de les fiabiliser.



Les conseillers de l'Apecita étudient chaque demande et présentent à l'entreprise les personnes réunissant les compétences, les qualités et les motivations.



« En ciblant plus efficacement les bons candidats, les recruteurs gagnent en réactivité, tout en réduisant les risques d'erreur d'embauche – et donc les coûts associés » souligne Marie Boivin, en charge de ce service.

Autre nouveauté lancé en 2025 : l'abonnement Illimité+ qui propose de nombreux services optimisés comme la connexion au logiciel de recrutement, la diffusion illimitée d'offres ou encore la possibilité de valoriser sa marque employeur sur une page entreprise dédiée.

Candidats : des offres d'emploi et un suivi personnalisé

Outre l'accompagnement des entreprises dans leur recrutement, les équipes de l'Apecita conseillent et orientent les personnes à la recherche d'un emploi ou d'une évolution professionnelle. Les candidats peuvent s'inscrire gratuitement sur le site Internet [apecita.com](https://www.apecita.com). Ils ont alors accès à l'ensemble des offres d'emploi dans les secteurs de l'agriculture, de l'horticulture, de la viticulture, des espaces verts, de l'agroalimentaire, du machinisme, du développement local et de l'environnement. L'inscription leur permet également de figurer dans la base de données de l'Apecita, et donc de pouvoir être sélectionnés lors des recherches réalisées pour les employeurs.

Tout au long de l'année, les équipes de l'Apecita accompagnent également de très nombreux candidats – qu'ils soient jeunes diplômés, en recherche d'emploi, en reconversion ou en questionnement professionnel. « *Entretiens conseil, relecture de CV, simulations d'entretien, ou encore élaboration de projet professionnel...* Dans une logique de proximité, de réalisme et de bienveillance, l'ensemble de nos accompagnements sont toujours individualisés » insiste Gaëlle Mas.

L'Apecita propose également des prestations complémentaires comme les bilans de compétences, les tests de personnalité, les analyses de motivations et des intérêts professionnels... Ces dispositifs permettent aux candidats de mieux se connaître, de valoriser leurs atouts et d'affiner leurs démarches.

Sensibiliser et préparer les futurs professionnels dès la formation

Consciente que l'orientation professionnelle doit commencer tôt, l'Apecita intervient régulièrement dans les établissements de formation dans une logique de préparation à l'insertion professionnelle.

Les équipes de l'Apecita construisent leurs actions en lien étroit avec les enseignants et formateurs pour proposer des contenus ajustés au niveau et aux besoins des élèves et étudiants. Objectif : les aider à mieux connaître les réalités du marché du travail, à construire un projet professionnel cohérent et à développer des outils de recherche d'emploi efficaces.

Au programme : ateliers CV et lettre de motivation, simulations d'entretien, découverte des métiers et des filières, conseils personnalisés... Autant de ressources pratiques pour permettre aux jeunes de prendre confiance et de s'appropriier les codes du monde professionnel.



Dans une logique de proximité, de réalisme et de bienveillance, l'ensemble de nos accompagnements sont toujours individualisés.



Les candidats inscrits à l'Apecita ont accès à l'ensemble des offres d'emploi notamment dans le secteur de l'aménagement du territoire.



Témoignage de Damien Bonaimé, directeur de la Safer Auvergne-Rhône-Alpes

Souvent méconnues du grand public, les Safer jouent pourtant un rôle crucial dans le développement équilibré des territoires ruraux. Damien Bonaimé, directeur de la Safer Auvergne-Rhône-Alpes, nous éclaire sur les missions de ces structures singulières, les métiers qu'on y trouve, et pourquoi elles constituent un vivier d'opportunités passionnantes.



L'Apecita est une plateforme incontournable pour cibler les bons profils.



Présentes dans toutes les régions françaises, les Safer (Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) sont des sociétés anonymes à but non lucratif, avec des missions d'intérêt général définies par le Code rural. « Nos missions principales sont de dynamiser l'agriculture et la forêt, d'accompagner le développement local, de participer à la protection de l'environnement et d'assurer la transparence du marché foncier rural pour empêcher la spéculation sur le prix des terres » détaille Damien Bonaimé, directeur de la Safer Auvergne-Rhône-Alpes.

« C'est un métier de réseau et de compréhension du territoire. Il faut savoir écouter, analyser, faire preuve de diplomatie et maîtriser les règles juridiques », précise Damien Bonaimé. Une forte motivation, alliée à la pugnacité, est aussi attendue. « Nous recrutons volontiers des jeunes diplômés, et formons en interne ceux qui n'ont pas encore toutes les compétences techniques. »

Des métiers porteurs de sens

Travailler dans une Safer, c'est contribuer à la préservation des terres agricoles, à l'installation de jeunes agriculteurs, à la transition écologique, tout en luttant contre la spéculation foncière. « On a un vrai pouvoir d'action. Ce sont des métiers où l'on peut se sentir utile » résume le directeur. Les possibilités d'évolution sont nombreuses. Certains se spécialisent en forêt, d'autres en gestion de projets complexes, formation, encadrement ou encore dans les systèmes d'information.

Des métiers ancrés dans le territoire

Le métier de conseiller foncier est le plus emblématique. Véritable médiateur, il met en relation vendeurs et porteurs de projets (agriculteurs, collectivités, forestiers, associations...) pour garantir que chaque vente foncière réponde à un besoin réel, cohérent et durable. D'autres fonctions complètent ce travail : chargés d'études, juristes, experts agricoles, urbanistes, spécialistes des systèmes d'information géographique (SIG), informaticiens... Ensemble, ils analysent les enjeux fonciers pour proposer des solutions équilibrées.

Des profils variés, une même passion du terrain

Il n'existe pas de parcours unique pour intégrer une Safer. Les équipes sont pluridisciplinaires : juristes, géographes, agronomes, spécialistes de l'environnement ou du développement local. Tous partagent un intérêt pour le terrain, un sens de l'intérêt général et une curiosité pour les dynamiques rurales.

Pourquoi recruter via l'Apecita ?

Avec environ 170 collaborateurs et un faible taux de turn over, la Safer Auvergne-Rhône-Alpes recrute régulièrement, notamment pour remplacer les départs à la retraite. Pour trouver les bons profils, elle s'appuie sur l'Apecita. « C'est une évidence. Les métiers que nous proposons s'adressent souvent à des profils issus des écoles d'agronomie, d'environnement, ou de développement rural. L'Apecita est une plateforme incontournable pour toucher ces candidats » souligne Damien Bonaimé.

Vous vous interrogez sur votre carrière, vos compétences, vos aspirations ?



Réalisez votre bilan de compétences avec l'Apecita !



CONTACTEZ L'APECITA DANS VOTRE RÉGION

Auvergne - Rhône-Alpes

• Site Auvergne

Cité régionale de l'Agriculture
9 allée Pierre-de-Fermat
63170 **AUBIÈRE**
Tél. 04 73 28 77 05
clermont@apecita.com

• Site Rhône-Alpes

Agrapole
23 rue Jean-Baldassini
69364 **LYON** Cedex 7
Tél. 04 72 76 13 00
lyon@apecita.com

Bourgogne - Franche-Comté

23 rue de l'ingénieur Bertin
21600 **LONGVIC**
Tél. 03 80 52 93 52
dijon@apecita.com

Bretagne

ZAC Atalante-Champeaux
Rue Maurice-Le-Lannou
CS 14226
35042 **RENNES** Cedex
Tél. 02 23 48 25 60
rennes@apecita.com

Centre-Val de Loire

Cité de l'Agriculture
13 avenue des Droits-de-l'Homme
45921 **ORLÉANS** Cedex 9
Tél. 02 38 71 91 15
orleans@apecita.com

Île-de-France & DOM-TOM

6 rue Catherine de la Rochefoucauld
75009 **PARIS**
Tél. 01 71 93 56 90
paris@apecita.com

Provence-Alpes-Côte d'Azur & Corse

885 Chemin de la Forêt
84140 **AVIGNON**
Tél. 04 90 84 06 00
avignon@apecita.com

Grand Est

• Site Alsace

11 rue Jean-Mermoz
68127 **SAINTE-CROIX-EN-PLAINE**
Tél. 03 89 22 24 87
colmar@apecita.com

• Site Champagne-Ardenne

Maison des Agriculteurs
2 rue Léon-Patoux CS 50001
51664 **REIMS** Cedex 2
Tél. 03 26 04 74 79
reims@apecita.com

• Site Lorraine

Espace agricole lorrain - Bât. E
9 rue de la Vologne
54520 **LAXOU**
Tél. 03 83 98 74 00
nancy@apecita.com

Hauts-de-France

Cité de l'Agriculture
56 avenue Roger-Salengro
BP 90136
62054 **SAINT-LAURENT-BLANGY**
Cedex
Tél. 03 21 60 48 68
arras@apecita.com

Occitanie

• Site Languedoc-Roussillon

Maison des Agriculteurs - B
Mas de Saporta
CS 70025
34875 **LATTES** Cedex
Tél. 04 67 06 23 23
montpellier@apecita.com

• Site Midi-Pyrénées

Technoparc 6, 50 rue Jean Bart
31670 **LABÈGE**
Tél. 05 61 73 24 29
toulouse@apecita.com

Normandie

Chambre d'Agriculture de région
Normandie
6 rue des Roquemonts
CS 45346
14053 **CAEN** Cedex 4
Tél. 02 31 47 22 45
caen@apecita.com

Pays-de-la-Loire

• Site Loire-Atlantique

Maison d'Agriculture
de Loire-Atlantique
Rue Pierre-Adolphe-Bobierre
La Géraudière
44939 **NANTES**
Tél. 02 40 16 37 88
nantes@apecita.com

• Site Maine-et-Loire

SOMINVAL
12 avenue Jean Joxé
49109 **ANGERS** Cedex 2
Tél. 02 21 76 09 36
angers@apecita.com

Nouvelle-Aquitaine

• Site Aquitaine

17 cours Xavier Arnozan
33000 **BORDEAUX**
Tél. 05 57 85 40 50
bordeaux@apecita.com

• Site Limousin

Chambre Régionale d'Agriculture
2 boulevard des Arcades
87060 **LIMOGES** Cedex 2
Tél. 05 49 44 75 22
limoges@apecita.com

• Site Poitou-Charentes

Agropôle - 2133 route de Chauvigny
CS 75005
86550 **MIGNALOUX-BEAUVOIR**
Tél. 05 49 44 75 22
poitiers@apecita.com

